

Géopolitique de la nouvelle Guerre froide

Jean-François Fiorina s'entretient avec Georges-Henri Soutou



Georges-Henri Soutou, de l'Institut. Professeur à la Sorbonne et chercheur de renommée mondiale, il double son expertise des relations internationales d'une expérience vécue de la Russie, depuis l'époque soviétique jusqu'à l'ère Poutine.

Stratégies d'influence agressives, relance de la course aux armements nucléaires : la fin des années 2010 semble remettre au goût du jour les grandes peurs du milieu du XX^e siècle...

Mais si les relations internationales sont, aujourd'hui comme hier, affectées par la glaciation des rapports entre l'Amérique et la Russie, une différence majeure s'impose: l'idéologie n'est plus le moteur principal de la confrontation. Celle-ci est-elle pour autant moins dangereuse ?

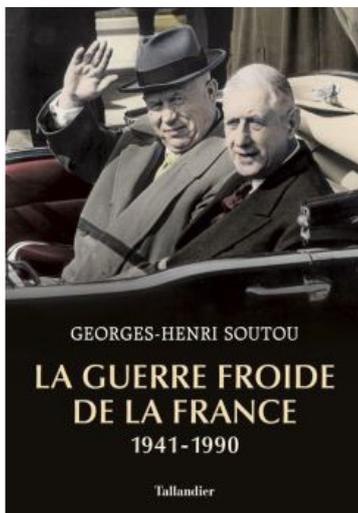
Nul ne pouvait mieux répondre à la question que Georges-Henri Soutou, de l'Institut, l'un des meilleurs historiens actuels de la confrontation Est-Ouest, qui signe chez Taillandier une étude définitive sur *La guerre froide de la France*.

Par quel cheminement intellectuel avez-vous décidé de revenir en 2018 sur cette Guerre froide dont on croyait tout savoir ?

Trois raisons convergent. D'abord ma spécialité d'historien qui m'a fait étudier de près cette période essentielle de l'après-guerre ; ensuite le conflit géorgien qui, en 2008, a suscité beaucoup d'interrogations, non seulement venues du grand public, mais aussi et surtout de la part de beaucoup de mes collègues, historiens, diplomates, experts ou journalistes, sur le retour du sujet dans l'actualité ; enfin l'accélération des événements que nous avons connue à partir de 2010 avec l'affaire ukrainienne puis l'annexion spectaculaire de la Crimée. Ces bouleversements m'ont convaincu que, retour de la Guerre froide ou non, celui de la Russie et de son potentiel militaire sur la scène internationale exigeait de re-visiter le sujet. Ce dernier aspect est essentiel, ne serait-ce que parce qu'il avait totalement disparu des préoccupations occidentales depuis le début des années 1990.

Je me souviens de la première fois où je suis revenu en Russie, en 1995. Je n'avais pas remis les pieds à Moscou depuis que j'y avais vécu avec mes parents entre 1956 et 1958, et le contraste m'a sauté aux yeux : le désarroi des officiers supérieurs que j'ai rencontrés était visible et en phase avec le délabrement notoire de l'appareil militaro-industriel ! Il était difficile d'imaginer, en les voyant, que le pays était à la veille d'une reprise en main...

Et puis, progressivement, en moins d'une dizaine d'années, les choses ont changé. J'ai pu m'en rendre compte au fil de mes voyages, jusqu'à ce qu'en 2008, avec l'intervention russe en Georgie, le saut qualitatif s'impose là aussi comme une évidence. Bien que le déploiement russe ait connu quelques ratés, tous les experts sont tombés d'accord à quelques nuances près : Moscou disposait à nouveau d'un instrument militaire performant, en voie de reconstitution accélérée.



De l'affaire de Crimée jusqu'au feuilleton de l'affaire Skripal en passant par la nouvelle course aux armements qui semble engagée entre l'Amérique et la Russie, tout concourt en effet à parler d'une reprise de la Guerre froide. Est-ce pertinent à vos yeux, et si oui, quelles différences voyez-vous entre la conjoncture actuelle et celle des années 1950-1980 ?



En dépit de ce que je viens de dire sur la renaissance de la puissance russe, la réponse est non. Mais cela n'est pas pour autant rassurant. Je m'explique. Premier constat : nous ne sommes plus dans la situation qui a pris fin avec la chute de l'URSS car sa principale composante, à savoir la confrontation idéologique, a disparu. Deuxième constat : les enjeux sont redevenus des enjeux d'influence, parfaitement classiques. On le voit au Moyen-Orient, où la Russie a retrouvé, en même temps que la puissance, les moyens de réaliser ses objectifs.

Or la compétition idéologique, avec tout ce qu'elle comportait de dangereux pour la paix du monde, avait un avantage : le système soviétique qui s'estimait détenteur d'une vérité scientifique et donc, pensait avoir l'éternité devant lui, savait donner du temps

au temps. Ce qui fournissait à l'Occident une sorte de mode d'emploi : à chaque crise, il nous suffisait, à condition de nous montrer prudent, de temporiser en attendant que le système, dont nous connaissons les faiblesses, s'effondre de lui-même, ce qu'il a fini par faire...

C'est ainsi qu'en négociant sans cesse, l'Ouest a réussi, à partir de la crise de Cuba, si ce n'est à annihiler, du moins à encadrer le péril nucléaire en élaborant un système de contrôle et d'information réciproque rendant possible une logique de désarmement. Et du coup, quasiment impossible une catastrophe provoquée par un malentendu ou une erreur technique. Bref, personne n'étant pressé d'en découdre, contrairement à la situation des années Trente où Hitler disposait d'une fenêtre de tir limitée pour atteindre ses buts de guerre, la Guerre froide n'était pas porteuse, par nature, d'une issue fatale.

Aujourd'hui, les choses m'apparaissent infiniment plus instables. D'abord et surtout parce que Vladimir Poutine, contrairement à ses prédécesseurs soviétiques, confiants dans leur idéologie, est un homme pressé. C'est pourquoi j'estime que la conjoncture actuelle n'a rien à voir avec celle des années 1950-1980 et qu'elle est, par voie de conséquence, globalement plus dangereuse.

Vous êtes donc d'accord avec Sir Lawrence Freedman, professeur au King's College de Londres qui, en mars dernier, a publié un article retentissant dans le magazine New Stateman, estimant que la possibilité d'un conflit "chaud" entre la Russie et l'Otan, ne pouvait plus être écartée ?

Absolument. Je pense comme lui qu'un conflit armé de grande ampleur redevient pensable. Ce qui ne veut évidemment pas dire probable, et encore moins certain. Pourquoi ? Parce que nous sommes confrontés à des foyers de tensions potentiellement explosifs à propos desquels peuvent se manifester des enchaînements, des engrenages, qui rappellent davantage ceux de 1914 que ceux de 1962... En 1914 comme aujourd'hui, la conscience que chacun a de ses intérêts fait que les moyens traditionnels de concertation et de médiation peuvent soudain devenir inopérants, ou simplement insuffisants pour empêcher une montée aux extrêmes.

Est-ce à dire que l'équilibre de la terreur qui, en dernière analyse, a maintenu la paix, est en train de perdre de son efficacité ?

Il est clair que l'efficacité de la dissuasion nucléaire – de tous les systèmes de dissuasion, pas seulement le nôtre – est battu en brèche par l'existence des missiles de croisière dits "hyper-véloces" qui rendent plus difficile la surveillance de l'espace et la neutralisation de ces armes. Et ne parlons pas de la multiplication des moyens militaires à usage dual, en particulier des avions capables de transporter indifféremment des charges classiques ou des charges nucléaires. A ces dangers potentiels, essentiellement d'ordre technique, il faut ajouter les postures politiques et stratégiques adoptées aussi bien par la Russie que par les Etats-Unis, lesquelles ouvrent des champs inédits d'emploi du nucléaire. Pas forcément d'emploi en premier, mais tout de même d'emploi, donc plus seulement de dissuasion... En un mot comme en cent, les *scenarii* se sont infiniment complexifiés depuis la fin de la Guerre froide et cela ne va pas dans le sens d'une sécurisation des relations internationales.

En 1914 comme aujourd'hui, la conscience que chacun a de ses intérêts fait que les moyens traditionnels de concertation et de médiation peuvent soudain devenir inopérants ou simplement insuffisants pour empêcher une montée aux extrêmes débouchant sur une catastrophe...

Le rapprochement de la France avec l'Otan remonte à Jacques Chirac, même si celui-ci y mettait des conditions que Nicolas Sarkozy n'a pas cru utile de maintenir.



Vous insistez dans votre ouvrage sur un aspect fondamental, relativement peu étudié avant vous : la continuité de la politique française dans la Guerre froide, au-delà des différences d'approches bien connues qui furent celles de la IV^e République, puis de la V^e République gaullienne, enfin de la période mitterrandienne sur laquelle se clôt votre livre. Bien qu'attachée structurellement au camp occidental, la France, écrivez-vous, n'a jamais cessé de vouloir créer "un nouveau système de sécurité paneuropéen qui engloberait l'URSS et l'Europe de l'Est et relativiserait le conflit idéologique". Or, aujourd'hui que le conflit idéologique a disparu, ne vous semble-t-il pas que la France est paradoxalement moins encline à jouer les "amortisseurs" entre les Etats-Unis et la Russie ?

A dire vrai, l'action modératrice de la France a commencé avec Georges Bidault, ministre des Affaires étrangères en 1953, elle s'est poursuivie avec Mendès France, devenu président du Conseil et, à l'exception de l'année 1956, qui a rendu les Français moins enclins à la détente en raison de l'écrasement par l'Armée rouge du soulèvement de Budapest, elle n'a jamais cessé. Elle s'est poursuivie et amplifiée sous de Gaulle avec la sortie du commandement intégré de l'Otan et le développement symétrique de la coopération avec l'Est, puis sous ses successeurs, selon des modalités diverses, jusqu'à Nicolas Sarkozy. Lequel, c'est vrai, a pris la décision fondamentale de réintégrer les structures de décision de l'Otan. Pour être complet, il faut cependant rappeler qu'en 1996, Jacques Chirac avait déjà entamé ce mouvement en proposant la création d'un pilier européen de l'Alliance. Mais il le concevait assorti d'une contrepartie : le placement sous commandement français du secteur Méditerranée. On se souvient que les Etats-Unis ne l'ont pas souhaité. L'affaire en est donc restée là.

Pourquoi Nicolas Sarkozy s'est-il résolu à oublier cette conditionnalité ? Sans doute est-ce d'abord l'effet d'une révolution culturelle liée aux progrès de l'idéologie libérale, longtemps marginale en France et qui a joué un rôle au moins aussi important que les considérations géopolitiques pour nous rapprocher des Américains. Le renouvellement générationnel a fait le reste. Pour résumer, le personnel politique français, formé en partie par Sciences Po et les Ecoles de commerce, n'a pas les mêmes préventions contre la culture américaine que les élites d'après-guerre, issues des Grandes écoles et de Polytechnique...

Cela dit, si le retour dans les structures intégrées de l'Otan a fait pencher la balance du côté des Etats-Unis comme cela ne s'était pas produit depuis les années cinquante, il convient de nuancer cette observation par la prise en compte d'un autre phénomène : la montée en puissance, non seulement en France, mais dans l'ensemble de l'Europe, d'une critique sans concession de la politique étrangère américaine au même titre que de la politique russe. Pour résumer, si l'on n'est moins enclin qu'hier à jouer les médiateurs entre Washington et Moscou, c'est qu'on ne se prive pas de condamner l'unilatéralisme des uns en même temps que le retour, chez les autres, d'une authentique politique impériale... Sans doute l'arrivée de Donald Trump au pouvoir explique-t-elle en partie cette évolution, qui contraste avec l'accueil positif réservé à Barak Obama. Mais le fait est là : l'affirmation croissante de la nécessité d'une "Europe souveraine", selon les mots du président Macron, est un signal que les Etats-Unis ne devraient pas négliger. Mais comme toujours, rien n'est simple : au moment où nous voulons nous donner les moyens de notre indépendance, la Grande Bretagne s'apprête à quitter l'Union et l'Allemagne entre dans une période d'instabilité politique...

Quand la Guerre froide prévalait, les Etats-Unis poussaient ouvertement l'Europe à s'organiser. Aujourd'hui, Donald Trump ne ménage guère ses alliés occidentaux et semble même trouver des qualités aux mouvements populistes qui cherchent à faire implorer l'UE. Cela s'explique-t-il seulement par la personnalité du président américain ou sommes-nous confrontés à une évolution en profondeur de la politique américaine envers l'Europe ?

La personnalité du président Trump renforce une évolution qui remonte à la fin des années 1990 - pour être précis à l'éclatement de la Yougoslavie. A partir de ce moment, il est devenu clair que l'Otan servirait moins à défendre l'Europe qu'à mener des opérations sur d'autres théâtres non directement liés à la sécurité de la zone atlantique... Et si Donald Trump est celui qui va le plus loin dans l'exigence d'une participation financière accrue des Européens au fonctionnement de l'Otan, il faut rappeler qu'il n'est pas le premier, même si ses prédécesseurs l'ont formulée de manière plus policée...

Le véritable tournant, je le vois plutôt dans la manière brutale dont la Maison Blanche mène et assume la guerre commerciale, en particulier contre l'Europe. Ce qui, en retour, produit un durcissement des positions prises par la Commission européenne, qui était notoirement plus souple par le passé. Il faut dire que les embargos unilatéralement décidés par Washington, notamment contre la Russie et l'Iran, ne facilitent pas la vie des

Le plus frappant, n'est pas tant que les Etats-Unis dénoncent le traité de 1987 sur les armes de portée intermédiaire; c'est que les Européens s'inquiètent de cette décision, eux qui, voici trente ans, accusaient ce même traité de rendre possible un découplage entre l'Amérique et eux...

producteurs européens – les Allemands en particulier – et que l'extraterritorialité du dollar qui permet à Washington de les faire respecter est devenue une question centrale qui pousse davantage l'Union à s'organiser qu'à renforcer le lien transatlantique...

Les Etats-Unis viennent de décider de se retirer unilatéralement du traité Reagan-Gorbatchev de 1987 sur les armes à portée intermédiaire qui avait mis fin à la crise des euromissiles. Et ce n'est un secret pour personne que la Pologne comme la Roumanie, accueillent désormais des bases antimissiles de l'Otan et (peut-être) déjà des missiles à moyenne portée. Cette initiative n'est-elle pas de nature à recréer les conditions d'une course aux armements nucléaires?

Là encore, le retrait américain se préparait depuis la présidence Obama, inquiète de la technicité accrue des missiles de croisières russes (mais aussi chinois), dont je parlais tout à l'heure. L'administration américaine a donc considéré que dans la mesure où les conditions ayant présidé à la rédaction du traité de 1987 avaient changé, celui-ci devenait *ipso facto* obsolète... Ce qui est frappant dans cette affaire, c'est plutôt la volte-face des gouvernements européens qui en 1987, avaient critiqué ce traité au motif qu'il risquait de provoquer un découplage entre l'Europe et les Etats-Unis. Aujourd'hui, les mêmes s'inquiètent de l'abandon de ce dispositif qui, disent-ils, contribuait à la sécurité du continent. Il faut choisir !

S'agissant de la course aux armements, la vérité est que ce sont les progrès technologiques réalisés de part et d'autre qui l'ont relancée, beaucoup plus que l'abandon de tel ou tel dispositif de contrôle. Tout le monde, à commencer par la France, travaille, comme les Américains et les Russes, à de nouvelles générations d'armes...

Il n'en reste pas moins que l'Otan a avancé vers l'Est alors que, simultanément, le Pacte de Varsovie se dissolvait, ce qui a contribué à renforcer le sentiment d'encerclement des Russes...

Il ne fait aucun doute que cette initiative, en contradiction avec les promesses (verbales) qui avaient été faites par le président Clinton à Boris Eltsine, a fait monter d'un cran la fièvre obsessionnelle dont les dirigeants russes, et ce n'est pas nouveau dans leur histoire, se servent pour justifier leur politique. Cet élargissement de l'Alliance vers l'Est était-elle pour autant évitable ? C'est un fait que les peuples affranchis de la domination soviétique avaient infiniment plus confiance dans les Etats-Unis que dans l'Union européenne pour assurer leur sécurité. Et c'est aussi un fait que les Américains en ont profité pour avancer leurs pions. Auraient-ils dû s'abstenir de considérer d'un oeil favorable la campagne menée par certains groupes de pression en faveur de l'adhésion de l'Ukraine à l'Otan, voire à l'Union européenne ? C'est non moins évident car cela a provoqué la réaction disproportionnée de Poutine décidant d'annexer la Crimée, en violation de toutes les règles du droit international...



Quelles peuvent être, pour les entreprises françaises, les conséquences de cette nouvelle guerre froide ?

Elles sont déjà considérables en raison des sanctions américaines garanties par l'arme du dollar, dont nous avons parlé. Tant que l'Union européenne n'a pas mis au point une réponse appropriée à l'extraterritorialité du droit américain, il est clair qu'on ne peut donner aux entrepreneurs français que des conseils d'extrême prudence : leurs activités sont scrutées à la loupe, et peuvent donner lieu aux poursuites les plus diverses aboutissant à des amendes prohibitives.

Un chef d'entreprise installé à Moscou doit être extrêmement circonspect quant aux opérations qu'il mène, mais aussi, cela va sans dire, sur le chapitre de sa vie personnelle. Les possibilités de pression, d'intrusion et même de chantage, sont considérables : voyez Alstom, racheté par son concurrent américain sous la menace d'une amende colossale réclamée par le Département de la Justice américain. Il s'agissait de corruption présumée, pas de commerce avec une puissance sous embargo, mais la méthode est la même... D'où, s'agissant du commerce franco-russe, un début de désengagement de notre part. Regardez la part du gaz russe et celle du gaz de schiste américain dans nos importations. Je vous laisse deviner celle qui augmente et celle qui recule... ■

Georges-Henri Soutou

Professeur d'histoire contemporaine à l'Université de Paris-Sorbonne, Georges-Henri Soutou est reconnu comme l'un des meilleurs spécialistes mondiaux des relations internationales au XX^e siècle. Fils de l'ambassadeur Jean-Marie Soutou (1912-2003) qui fut, entre autres, secrétaire général du Quai d'Orsay, il a commencé sa carrière d'agrégé en enseignant à l'Institut français de Bonn (RFA) en 1969-1971 puis à l'université d'Angers.

Après une thèse d'État remarquée soutenue en 1985 sur les buts de guerre économiques de la Première guerre mondiale, il a particulièrement étudié l'histoire des relations franco-allemandes depuis 1945 et celle de la Guerre froide.

À l'Université de Paris-IV, il a été directeur du Centre Histoire des Relations internationales et de l'Europe de 1990 à 2002 et directeur de l'École doctorale *Mondes contemporains* de 1996 à 2000.

Membre du conseil d'administration de la revue *Défense nationale*, il a été responsable du Cours de Stratégie à l'École de Guerre de 2012 à 2014 et préside, depuis 2012, l'Institut de Stratégie comparée. Georges-Henri Soutou

siège également depuis 2010 au conseil d'administration et au conseil stratégique de l'Institut français des relations internationales (IFRI). Vice-président de la commission de publication des Documents diplomatiques fran-



çais depuis 2004, il est membre du Conseil scientifique de l'*Institut für Zeitgeschichte* de Munich, du Comité pour l'histoire de l'armement et du Conseil de direction du Comité d'Études des Relations Franco-Allemandes (CERFA). Depuis 2008, il siège à l'Institut de France (Académie des Sciences Morales et Politiques) qui l'a élu au fauteuil de Raymond Barre.

Son dernier livre, *La guerre froide de la France* (Taillandier, 2018) est le dernier-né d'une imposante bibliographie inaugurée en 1989

par la publication de sa thèse chez Fayard et qui comporte plusieurs ouvrages à succès : *L'Alliance incertaine, les rapports politico-stratégiques franco-allemands, 1954-1996*, (Fayard, 1996) et *La Guerre de Cinquante Ans: les relations Est-Ouest, 1943-1990*, (Fayard, 2001), en particulier.

Outre la direction d'une douzaine d'œuvres collectives, en français comme en allemand, Georges-Henri Soutou a également supervisé la publication des Documents diplomatiques français des années 1945 et 1946 (quatre volumes édités par l'Imprimerie nationale et les éditions Peter Lang entre 1998 et 2004). On lui doit aussi l'édition commentée des articles de politique étrangère de Raymond Aron dans *Le Figaro: La Guerre froide* (juin 1947 à mai 1955); *La Coexistence* (mai 1955 à février 1965) ; *Les crises* (février 1965 à mars 1977), aux Editions de Fallois, en 1990, 1994 et 1997.

Parallèlement à son travail de recherche et d'enseignement et en plus de ses ouvrages, Georges-Henri Soutou a publié plus de 200 articles et communications dans les plus prestigieuses revues internationales spécialisées dans la diplomatie, la défense et la stratégie au sens large.

Raison d'être des "Entretiens du Directeur"

En rencontrant tous les mois des personnalités de haut niveau qui pratiquent la géopolitique, Jean-François Fiorina aime à rappeler que l'intérêt de Grenoble Ecole de Management pour cette discipline répond à des objectifs bien précis :

"Notre volonté est d'inciter nos partenaires et nos étudiants à faire preuve d'un nouvel état d'esprit. Il s'agit de leur proposer non seulement une grille de lecture du réel adaptée aux enjeux du monde

contemporain, mais aussi de nouveaux outils d'aide à la décision. Pour les entreprises, il s'agit d'être capables de réagir le mieux et le plus rapidement possible. Pour nos étudiants, il s'agit moins d'évoluer sur le court terme que de se préparer à une course de fond.

D'où une formation qui vise davantage à former les esprits qu'à apprendre de simples techniques, qui, de toute façon, évolueront. Pour les uns comme pour les autres, il est cependant impératif

de bien comprendre l'intérêt de la géopolitique, non pas comme référent universitaire abstrait, mais comme méthode permettant d'approcher et cerner le monde dans sa complexité, afin d'être au plus près des enjeux réels. La géopolitique doit servir à gagner des marchés, ou du moins à ne pas en perdre. Autrement dit, elle constitue une clé précieuse pour évoluer dans le monde d'aujourd'hui, et surtout de demain". (Communication & Influence n°19, mai 2010) [Photos DR] ■

Retrouvez d'autres analyses géopolitiques sur www.diploweb.com et sur www.grenoble-em.com/geopolitique.